



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 22 février 2001
Pour être diffusé à 8 h 30

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Commerce de détail, année 2000 et décembre 2000** 3
Après avoir stagné depuis juillet, les ventes au détail ont augmenté de 0,9 % en décembre. En 2000, les ventes ont progressé de 6,3 %, ce qui représente la troisième plus importante progression annuelle des dix dernières années.
- **Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, décembre 2000** 8
En décembre, les opérations en valeurs mobilières anormalement élevées ont été le reflet d'une entrée importante de capitaux d'investissement direct qui les ont complètement contrebalancées. À l'exclusion de ces flux inhabituels, les opérations internationales en valeurs mobilières correspondaient aux tendances observées récemment.
- **Recettes monétaires agricoles, 2000** 11
Les producteurs de cultures ont vu leurs recettes chuter pour une troisième année consécutive en 2000, atteignant leur niveau le plus bas en six ans. Toutefois, les recettes des éleveurs de bétail se sont accrues sous la poussée de l'augmentation des recettes porcines et, dans une moindre mesure, de celles des bovins et des veaux.

(suite à la page 2)



L'Observateur économique canadien Février 2001

Le numéro de février de la publication vedette de Statistique Canada portant sur les statistiques économiques, *L'Observateur économique canadien*, analyse les conditions économiques actuelles, comprend un sommaire des principaux événements économiques de janvier et présente une étude spéciale portant sur l'industrie des services informatiques. Un aperçu statistique séparé fournit également une gamme étendue de tableaux et de graphiques contenant les principales séries chronologiques de l'économie du Canada, des provinces et des grands pays industrialisés.

Le numéro de février 2001 de *L'Observateur économique canadien* (11-010-XPB, 23 \$ / 227 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*. Pour plus de renseignements, communiquez avec Francine Roy au (613) 951-3627 (oe@statcan.ca), Groupe de l'analyse de conjoncture.



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

AUTRES COMMUNIQUÉS

Acier en formes primaires, semaine se terminant le 10 février 2001	15
Profil géographique de la production de fumier, 1996	15

NOUVEAUX PRODUITS	16
--------------------------	-----------

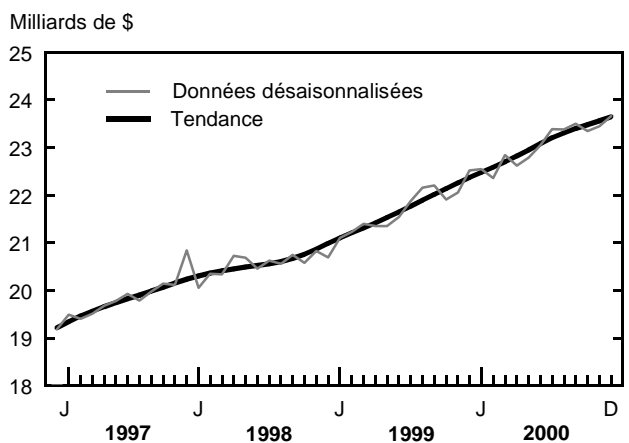
COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Commerce de détail

Année 2000 et décembre 2000 (données provisoires)

Des dépenses à la hausse dans les secteurs de l'alimentation et des marchandises diverses ont fait grimper de 0,9 % l'ensemble des ventes au détail en décembre, dont la valeur a atteint 23,7 milliards de dollars. Cette progression fait suite à quatre mois au cours desquels les ventes au détail n'ont pratiquement pas varié et aux augmentations importantes enregistrées durant la période de mai à juillet. Les ventes au détail ont progressé de 6,3 % en 2000, ce qui représente la troisième plus importante progression annuelle des dix dernières années.

Hausse des ventes au détail en décembre



Les magasins d'alimentation et les magasins de marchandises diverses profitent des dépenses de la période des fêtes

En décembre, les magasins d'alimentation (+2,5 %) et les magasins de marchandises diverses (+2,4 %) ont bénéficié d'une augmentation des dépenses des consommateurs au cours de la période des fêtes. Plus de la moitié de la progression observée dans le cas des magasins d'alimentation est attribuable à une hausse des prix, et ce, en particulier pour les produits frais. Profitant de l'ouverture de grands magasins, le secteur des magasins de marchandises diverses a connu une hausse après avoir enregistré un recul de 1,5 % en novembre.

Le secteur de l'automobile (+0,4 %) a affiché la seule autre progression significative des ventes en décembre, laquelle est attribuable avant tout à

Note aux lecteurs

À la fin de chaque année civile, les données mensuelles désaisonnalisées font l'objet d'une révision, afin de les faire correspondre au total des estimations non désaisonnalisées. Ce mois-ci, des données désaisonnalisées révisées sont présentées pour la période de septembre à novembre 2000. La révision complète des données désaisonnalisées relatives à l'année civile 2000 sera publiée en avril. Afin de présenter une analyse par province et par secteur, toutes les comparaisons annuelles du présent communiqué sont fondées sur la somme des estimations mensuelles non désaisonnalisées. Le reste de l'analyse est fondé, comme à l'habitude, sur des estimations désaisonnalisées.

l'augmentation des ventes des magasins de pièces et d'accessoires pour véhicules automobiles et de service (+3,6 %). Les concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs ont déclaré une diminution de leurs ventes (-0,3 %), tandis que les stations-service ont enregistré une augmentation (+0,4 %).

2000 a été une bonne année pour les détaillants

Tous les secteurs du commerce de détail ont connu une hausse de leurs ventes en 2000. L'augmentation de 6,3 % des ventes au détail en 2000 représente la troisième plus importante progression annuelle des dix dernières années. Seules les hausses observées en 1997 (+7,7 %) et en 1994 (+7,0 %) ont excédé celle qui a été enregistrée en 2000.

Pour une troisième année consécutive, le secteur du meuble (+10,7 %) a surclassé tous les autres secteurs du commerce de détail. Les programmes d'incitations au crédit ainsi qu'un marché de l'habitation se portant bien ont continué de stimuler les ventes des magasins de meubles en 2000.

Des prix de l'essence plus élevés en 2000 ont aidé le secteur de l'automobile (+8,7 %) à enregistrer sa plus forte progression annuelle des ventes des trois dernières années. Les ventes des stations-service ont fait un bond de 23,2 % en 2000. Les concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs (+5,7 %) et les magasins de pièces et d'accessoires pour véhicules automobiles et de service (+5,0 %) ont affiché des hausses similaires de leurs ventes.

Les concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs ont enregistré des ventes plus faibles au cours des trois derniers mois de 2000, après avoir déclaré de fortes ventes durant la période de mai à septembre. D'importantes remises en espèces et des offres de financement avantageuses ont contribué à stimuler les

ventes de véhicules automobiles, particulièrement au milieu de l'année.

Les autres secteurs de la vente au détail ont affiché des progressions plus modestes

En 2000, les détaillants du secteur de l'habillement ont déclaré la plus forte progression de leurs ventes (+5,5 %) des six dernières années. La majeure partie de cette hausse provient des établissements appartenant à la catégorie des autres magasins de vêtements (+10,0 %). Ces magasins, qui vendent divers vêtements pour femmes, pour hommes et pour enfants, pourraient avoir enlevé des parts de marché à d'autres types de magasin qui vendent des vêtements. Les magasins de vêtements pour femmes (+2,7 %) ont affiché une progression plus faible, tandis que les ventes sont restées pratiquement inchangées dans les magasins de vêtements pour hommes (+0,1 %) et ont reculé dans le cas des magasins de chaussures (-0,4 %). Pour l'ensemble du secteur de l'habillement, les ventes ont ralenti au cours des trois derniers mois de 2000, après avoir généralement progressé durant le reste de l'année.

Les ventes des magasins appartenant à la catégorie des autres magasins de vente au détail ont augmenté de 5,0 % en 2000. Cette catégorie comprend notamment les magasins de boissons alcoolisées, les magasins d'articles de sport, les quincailleries et les librairies. Dans ce secteur, les ventes sont restées pratiquement inchangées depuis septembre, après quatre mois de fortes augmentations.

En dépit d'une période des fêtes vigoureuse, les détaillants du secteur des marchandises diverses ont connu une hausse relativement modeste de leurs ventes en 2000 (+4,4 %). Cela s'explique en partie par la fermeture définitive d'un grand magasin important au cours de l'automne 1999. Les ventes des grands magasins n'ont progressé que de 2,0 % en 2000, tandis que les ventes des autres magasins de marchandises diverses se sont accrues de 7,6 %. Les détaillants classés dans la catégorie des autres magasins de marchandises diverses bénéficient d'une croissance robuste depuis le début de 1997.

Les ventes des magasins d'alimentation ont augmenté de 4,0 % en 2000, une hausse qui est presque deux fois plus importante que la progression de 2,1 % observée en 1999. Les magasins d'alimentation ont généralement vu leurs ventes augmenter depuis le début de 1996. Dans le cas des pharmacies, la progression de ventes a été plus faible en 2000 (+2,1 %) qu'en 1999 (+3,0 %). Les ventes des pharmacies augmentent depuis le début du printemps 2000, après

une brève période de reculs qui avait commencé au cours de l'automne 1999.

Ventes au détail par secteur

	1999	2000	1999 à 2000 var. en %
	millions de \$		
Meubles	13 654	15 122	10,7
Véhicules automobiles	102 315	111 176	8,7
Total des ventes au détail	260 691	277 151	6,3
Vêtements	14 334	15 116	5,5
Magasins de détail non classés ailleurs	28 174	29 594	5,0
Magasins de marchandises diverses	29 990	31 306	4,4
Aliments	58 889	61 217	4,0
Pharmacies	13 335	13 620	2,1

L'Alberta occupe le premier rang en 2000

La hausse des ventes au détail a été supérieure à la moyenne nationale en Alberta, en Ontario, à l'Île-du-Prince-Édouard, dans les Territoires du Nord-Ouest, à Terre-Neuve et au Nunavut.

L'Alberta, qui mène le classement des provinces et des territoires en 2000, a affiché la deuxième plus importante progression annuelle de ses ventes au détail des dix dernières années. En 2000, les ventes au détail ont crû de 8,9 % en Alberta; cette hausse annuelle n'a été excédée qu'en 1997 (+13,2 %). Les dépenses des consommateurs ont été particulièrement importantes dans les secteurs du meuble et de l'automobile, où l'on a enregistré une progression des ventes de plus de 12 %. Tous les autres secteurs ont enregistré une augmentation annuelle de leurs ventes d'au moins 6 %, à l'exception des pharmacies (+0,7 %). En Alberta, les ventes au détail ont beaucoup progressé depuis le printemps 1999, après avoir stagné au début de la même année et tout au long de 1998.

En Ontario, les consommateurs ont augmenté de 7,2 % leurs dépenses dans les magasins de la vente au détail en 2000; une hausse semblable à celles que l'on a observées au cours des trois années précédentes. Les magasins de meubles (+13,4 %) et les magasins du secteur de l'automobile (+9,5 %) ont affiché de loin les progressions les plus fortes. Malgré cette vigueur, tant le secteur du meuble que celui de l'automobile ont vu leurs ventes faiblir au cours de la deuxième moitié de l'année.

L'Île-du-Prince-Édouard (+7,1 %) et Terre-Neuve (+6,4 %) ont enregistré de fortes augmentations des ventes au détail en 2000. Dans le cas de l'Île-du-Prince-Édouard, le taux de croissance annuel

des ventes au détail a été supérieur à la moyenne nationale au cours des six dernières années, tandis que Terre-Neuve a excédé cette moyenne au cours des deux dernières années.

Dans les Territoires du Nord-Ouest (+6,8 %) et au Nunavut (+6,4 %), les ventes au détail ont progressé à un rythme similaire en 2000. Cette vigueur des ventes au détail pourrait s'expliquer en partie par la force de l'économie locale et par la croissance démographique. La croissance démographique en 2000 a été deux fois supérieure à la moyenne nationale dans les Territoires du Nord-Ouest (+1,9 %) et trois fois plus élevée que cette moyenne au Nunavut (+2,8 %). Les détaillants de ces territoires bénéficient d'une forte croissance des ventes au détail depuis l'été 1998.

En 2000, de fortes ventes dans le secteur de l'automobile (+10,7 %) ont fait augmenter l'ensemble des ventes au détail en Colombie-Britannique (+6,2 %), mais à un rythme légèrement inférieur à la moyenne nationale. Les ventes des détaillants du secteur de l'automobile ont rebondi fortement en 2000, après être demeurées pratiquement inchangées au cours de 1999. Dans l'ensemble, les détaillants de la Colombie-Britannique ont enregistré en 2000 la plus forte progression de leurs ventes depuis l'augmentation de 7,0 % observée en 1995. En Colombie-Britannique, les ventes au détail progressent en général depuis l'automne 1998, après une période de reculs observée au cours du reste de l'année.

Au Québec, les détaillants ont affiché un taux de croissance annuel de leurs ventes de 4,6 % en 2000. Les ventes des magasins de meubles (+9,9 %) ont progressé à peu près au même rythme que dans les autres provinces. Cependant, les détaillants du secteur de l'automobile (+6,3 %) ont connu une plus faible augmentation de leurs ventes que leurs homologues de la plupart des autres provinces. Les ventes au détail ont ralenti au Québec ces derniers mois, après avoir fortement augmenté en juin et en juillet. Les détaillants du Québec ont démarré l'année 2000 avec des ventes instables, après avoir enregistré un an et demi de hausses générales.

Ventes au détail par province et territoire

	1999	2000	1999 à 2000 var. en %
	millions de \$		
Alberta	29 324	31 923	8,9
Ontario	99 150	106 312	7,2
Île-du-Prince-Édouard	1 157	1 238	7,1
Territoires du Nord-Ouest	371	396	6,8
Terre-Neuve	4 223	4 495	6,4
Nunavut	174	185	6,4
Canada	260 691	277 151	6,3
Colombie-Britannique	33 672	35 755	6,2
Saskatchewan	7 735	8 110	4,9
Québec	60 766	63 574	4,6
Nouveau-Brunswick	6 608	6 910	4,6
Yukon	329	344	4,4
Nouvelle-Écosse	8 160	8 506	4,3
Manitoba	9 023	9 404	4,2

Indicateurs connexes pour janvier 2001

En janvier, tant l'emploi total que le nombre de véhicules automobiles neufs vendus sont restés pratiquement inchangés par rapport à décembre. Le prix de l'essence a diminué pour un deuxième mois d'affilée (-1,6 %). Au cours du même mois, le taux d'escompte a été abaissé à 5,75 %, à la suite d'une période de huit mois où il a été fixe à 6,0 %. Les mises en chantier ont rebondi en janvier, affichant une hausse exceptionnelle de 20,1 % après deux mois de reculs.

Données stockées dans CANSIM: matrices 2399 et 2400 (matrices principales), 2299, 2397, 2398, 2401 à 2416 et 2418 à 2420.

Le numéro de décembre 2000 de la publication *Commerce de détail* (63-005-XIB, 16 \$ / 155 \$; 63-005-XPB, 21 \$ / 206 \$) paraîtra sous peu. Voir *Pour commander les produits*.

Les estimations des ventes au détail pour janvier 2001 seront publiées le 21 mars.

Pour commander des données ou pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec la Sous-section du service à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (detaillantsinfo@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Paul Gratton au (613) 951-3541 (gratpau@statcan.ca), Division de la statistique du commerce.

□

Ventes au détail

	Décembre 1999	Septembre 2000 ^r	Octobre 2000 ^r	Novembre 2000 ^r	Décembre 2000 ^p	Novembre à Décembre 2000	Décembre 1999 à décembre 2000
données désaisonnalisées							
	millions de \$					var. en %	
Aliments	5 038	5 153	5 182	5 195	5 322	2,5	5,6
Supermarchés d'alimentation et épiceries	4 664	4 772	4 801	4 815	4 940	2,6	5,9
Tous les autres magasins d'alimentation	374	381	382	379	382	0,7	2,1
Pharmacies et magasins de médicaments brevetés	1 118	1 146	1 151	1 160	1 151	-0,8	3,0
Vêtements	1 207	1 301	1 281	1 282	1 273	-0,7	5,5
Magasins de chaussures	137	136	135	131	136	3,3	-0,7
Magasins de vêtements pour hommes	128	129	125	121	122	0,1	-5,0
Magasins de vêtements pour femmes	380	396	395	389	384	-1,4	0,9
Autres magasins de vêtements	562	641	625	640	632	-1,3	12,4
Meubles	1 193	1 289	1 283	1 288	1 289	0,1	8,0
Magasins de meubles et d'appareils ménagers	971	1 045	1 036	1 035	1 046	1,1	7,8
Magasins d'accessoires d'ameublement	222	244	247	253	242	-4,0	9,1
Véhicules automobiles	9 111	9 522	9 264	9 401	9 438	0,4	3,6
Concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs	6 108	6 305	5 989	6 086	6 068	-0,3	-0,6
Stations-service	1 691	1 915	1 946	1 988	1 995	0,4	18,0
Magasins de pièces et d'accessoires pour véhicules automobiles et service	1 312	1 302	1 330	1 327	1 375	3,6	4,8
Magasins de marchandises diverses	2 482	2 588	2 663	2 624	2 688	2,4	8,3
Magasins de détail non classés ailleurs	2 370	2 502	2 521	2 498	2 502	0,1	5,6
Autres magasins de produits semi-durables	685	737	737	721	721	0,0	5,3
Autres magasins de produits durables	596	630	632	640	640	0,1	7,4
Autres magasins de vente au détail non classés ailleurs	1 089	1 136	1 153	1 137	1 141	0,3	4,7
Total, ventes au détail	22 518	23 502	23 345	23 447	23 662	0,9	5,1
Total, excluant les concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs	16 411	17 196	17 357	17 361	17 594	1,3	7,2
Provinces et territoires							
Terre-Neuve	360	377	376	382	378	-1,1	4,9
Île-du-Prince-Édouard	102	105	102	104	106	2,2	4,1
Nouvelle-Écosse	705	716	704	721	736	2,0	4,4
Nouveau-Brunswick	571	582	572	585	582	-0,5	1,9
Québec	5 199	5 384	5 372	5 288	5 401	2,1	3,9
Ontario	8 548	9 061	9 005	9 025	9 070	0,5	6,1
Manitoba	778	788	784	788	790	0,3	1,6
Saskatchewan	674	681	669	678	675	-0,4	0,2
Alberta	2 577	2 708	2 682	2 723	2 734	0,4	6,1
Colombie-Britannique	2 928	3 023	3 000	3 076	3 108	1,0	6,1
Yukon	28	28	29	29	30	5,9	6,0
Territoires du Nord-Ouest	33	33	34	34	36	7,6	10,9
Nunavut	14	16	16	16	15	-4,2	5,6

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Ventes au détail

	Décembre 1999	Novembre 2000 ^r	Décembre 2000 ^p	Décembre 1999 à décembre 2000
données non désaisonnalisées				
	millions de \$			var. en %
Aliments	5 550	5 018	5 870	5,8
Supermarchés d'alimentation et épiceries	5 077	4 654	5 385	6,1
Tous les autres magasins d'alimentation	473	364	485	2,6
Pharmacies et magasins de médicaments brevetés	1 416	1 164	1 423	0,5
Vêtements	2 021	1 429	2 116	4,7
Magasins de chaussures	178	144	180	1,2
Magasins de vêtements pour hommes	261	148	245	-6,1
Magasins de vêtements pour femmes	612	421	620	1,3
Autres magasins de vêtements	969	716	1 070	10,4
Meubles	1 736	1 419	1 859	7,1
Magasins de meubles et d'appareils ménagers	1 454	1 126	1 561	7,3
Magasins d'accessoires d'ameublement	282	293	298	5,9
Véhicules automobiles	8 531	9 129	8 504	-0,3
Concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs	5 371	5 660	5 037	-6,2
Stations-service	1 698	1 974	1 971	16,0
Magasins de pièces et d'accessoires pour véhicules automobiles et service	1 461	1 495	1 496	2,4
Magasins de marchandises diverses	4 147	3 161	4 426	6,7
Magasins de détail non classés ailleurs	3 750	2 492	3 897	3,9
Autres magasins de produits semi-durables	1 064	776	1 091	2,5
Autres magasins de produits durables	1 128	626	1 191	5,6
Autres magasins de vente au détail non classés ailleurs	1 559	1 090	1 615	3,6
Total, ventes au détail	27 151	23 811	28 095	3,5
Total, excluant les concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs	21 780	18 151	23 058	5,9
Provinces et territoires				
Terre-Neuve	436	401	447	2,6
Île-du-Prince-Édouard	121	101	125	3,2
Nouvelle-Écosse	858	737	885	3,2
Nouveau-Brunswick	683	594	687	0,6
Québec	5 883	5 303	6 008	2,1
Ontario	10 609	9 337	11 018	3,9
Manitoba	963	797	966	0,3
Saskatchewan	820	691	814	-0,7
Alberta	3 168	2 761	3 313	4,6
Colombie-Britannique	3 524	3 016	3 739	6,1
Yukon	31	26	33	4,1
Territoires du Nord-Ouest	37	32	42	11,9
Nunavut	17	15	18	6,3

^r Données révisées.

^p Données provisoires.



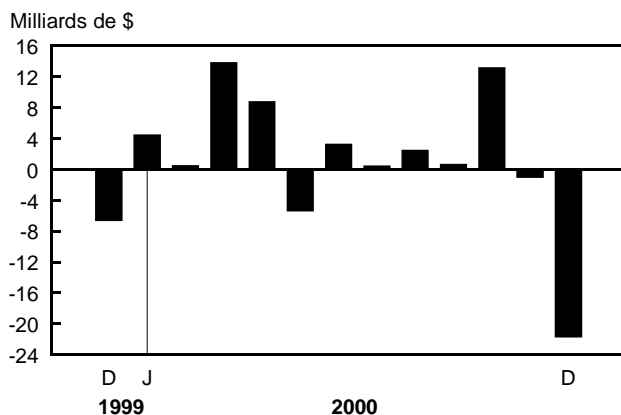
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

Décembre 2000

Les opérations en valeurs mobilières anormalement élevées en décembre sont le résultat de l'acquisition d'une importante compagnie canadienne par un investisseur étranger. Une entrée importante de capitaux au niveau de l'investissement direct sera reflétée dans les données de la balance des paiements qui paraîtront le 28 février. Ils auront pour effet de contrebalancer les flux de portefeuille. Tout d'abord, les Canadiens ont reçu des montants importants sous forme d'actions étrangères, en échange de leurs avoirs dans la compagnie qui a été acquise. De plus, les avoirs étrangers de portefeuille dans cette même compagnie ont été achetés par l'investisseur direct étranger. Les transactions de capitaux associées à cette acquisition se contrebalancent entièrement dans la balance des paiements.

Le résultat de ces opérations, jumelées à d'autres transactions de portefeuille en décembre, s'est traduit par une diminution de 21,6 milliards de dollars des avoirs étrangers en valeurs mobilières canadiennes et une augmentation de 16,1 milliards de dollars des avoirs canadiens en valeurs mobilières étrangères.

Investissements étrangers en valeurs mobilières¹ canadiennes



¹ Incluent les obligations, les actions et les effets du marché monétaire.

À l'exclusion des transactions reliées à cet important investissement direct, les Canadiens ont continué à investir dans les actions étrangères, tandis que les investisseurs étrangers sont revenus vers le marché boursier canadien après deux mois de

Renseignements complémentaires concernant les marchés financiers

Taux d'intérêt

En décembre, on a observé un recul de 52 points de base des taux d'intérêt à court terme offerts aux États-Unis et une diminution de 13 points de base des taux canadiens, ce qui a fait baisser le différentiel des taux d'intérêt à son niveau le plus bas depuis mai 2000. Le différentiel, qui continue de favoriser les placements aux États-Unis, s'établissait à seulement 17 points de base à la fin de l'année. Une baisse des taux d'intérêt à long terme des États-Unis de 21 points de base, jumelée à une légère hausse des taux d'intérêt canadiens à long terme, a donné un premier différentiel pour les effets à long terme (+10 points de base) en faveur des placements au Canada, une situation que l'on n'avait pas connue depuis novembre 1999.

Cours des actions

Après avoir perdu 21,6 % de sa valeur durant les trois mois précédents, le cours des actions canadiennes (mesuré selon l'indice composite TSE 300) s'est rétabli quelque peu, enregistrant une légère hausse de 1,3 % en décembre. Le cours des actions canadiennes s'est apprécié d'un tiers durant les huit premiers mois de 2000, mais a cédé une part importante de sa valeur dans la dernière partie de l'année; il a néanmoins conservé une appréciation de 6,2 % pour l'année. Quant au cours des actions américaines (selon l'indice Standard & Poor's 500), il a enregistré une faible hausse en décembre, mettant ainsi fin à un recul qui a atteint 13,4 % en trois mois. Pour l'ensemble de l'année, le cours des actions américaines a enregistré une baisse de 10,1 %.

Dollar canadien

En décembre, le dollar canadien a clôturé à la hausse par rapport au dollar américain, et ce, seulement pour une troisième fois en 2000. La hausse de un cent et demi de la valeur du dollar canadien enregistrée en décembre a résulté en une baisse d'un peu plus de deux cents et demi de sa valeur par rapport au taux de clôture observé en 1999.

désinvestissement. Par ailleurs, les avoirs étrangers en obligations canadiennes ont continué de baisser.

Forte réduction du portefeuille d'actions canadiennes des investisseurs étrangers

En décembre, les investisseurs étrangers ont réduit de 18,8 milliards de dollars leurs avoirs d'actions canadiennes. Ce désinvestissement a été centré sur l'acquisition d'une importante société canadienne, dont le portefeuille d'actions étrangères a été acheté par un investisseur direct étranger. Outre cet échange, on a observé un retour des investisseurs étrangers sur le marché secondaire, où ils ont acheté des actions en circulation pour la première fois depuis septembre. Après avoir perdu 21,6 % de sa valeur durant les trois mois précédents, le cours des actions canadiennes a

fait une légère remontée en décembre en s'appréciant de 1,3 %.

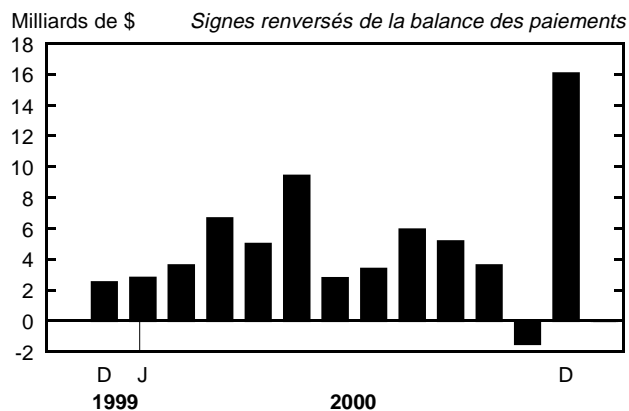
Les investisseurs étrangers ont acheté un montant record de 35,2 milliards de dollars d'actions canadiennes en 2000. Bien que les échanges d'actions associées aux acquisitions sous forme d'investissement direct, étrangères et canadiennes, ont représenté une part importante de transactions de portefeuille durant l'année, ces échanges ont constitué moins de 10 % de l'augmentation nette des avoirs étrangers en actions canadiennes.

Les avoirs étrangers en obligations canadiennes encore à la baisse

Les avoirs étrangers en obligations canadiennes ont diminué en décembre, et ce, pour une dixième fois en l'an 2000. Les rachats d'obligations canadiennes détenues par les étrangers ont continué de surpasser les nouvelles émissions canadiennes vendues sur les marchés étrangers. Les rachats effectués en décembre, soit 5,4 milliards de dollars, ont porté à 41,5 milliards de dollars le montant total des obligations rachetées en 2000; ce montant est plus de deux fois supérieur au total annuel de 20,1 milliards de dollars qu'ont atteint les obligations canadiennes nouvellement émises sur les marchés étrangers durant l'année. L'acquisition, en décembre, de 2,0 milliards de dollars d'obligations canadiennes (principalement des obligations du gouvernement fédéral) par les investisseurs étrangers sur le marché secondaire a porté à 3,9 milliards de dollars l'investissement total dans ces titres pour l'année, soit environ la moitié du montant atteint en 1999. Le total des avoirs étrangers en obligations canadiennes a diminué de 17,5 milliards de dollars en 2000; il s'agit du premier recul dans le cas de ces valeurs en plus de quatre décennies. Cette baisse a été étendue sur le plan géographique et a concerné des pays d'Asie (-7,9 milliards de dollars), les États-Unis (-5,1 milliards de dollars) et l'Europe (-4,5 milliards de dollars).

En décembre, les avoirs étrangers d'effets du marché monétaire canadien ont augmenté de 1,5 milliard de dollars, poursuivant ainsi la tendance en dents de scie qu'ont suivie les investissements étrangers dans ces valeurs tout au long de 2000. Le résultat net a été un faible investissement étranger de 1,1 milliard de dollars pour l'ensemble de l'année; ce résultat tranche avec l'important désinvestissement de 13,4 milliards de dollars observé en 1999.

Investissements canadiens en valeurs mobilières¹ étrangères



¹ Incluent les obligations et les actions.

Augmentation massive des avoirs canadiens d'actions étrangères

Les investisseurs canadiens ont accru massivement leurs avoirs d'actions étrangères en investissant 16,2 milliards de dollars dans ces valeurs en décembre. La majeure partie de ce placement s'est effectuée par l'obtention d'actions étrangères échangées contre celles d'une importante société canadienne qui a été acquise dans le cadre d'un investissement direct étranger. En 2000, les investisseurs canadiens ont ajouté 58,9 milliards de dollars à la valeur de leur portefeuille d'actions étrangères, dont 25,4 milliards de dollars résultent de l'obtention de nouvelles actions étrangères dans le cadre d'échanges effectués lors de l'acquisition d'entreprises canadiennes par des investisseurs directs étrangers. Au cours de l'année, les investisseurs canadiens ont acquis des actions étrangères en circulation pour un montant record de 33,5 milliards de dollars; les deux tiers de ce montant ont porté sur des actions américaines. Les limites plus élevées du contenu étranger pour les fonds d'investissements canadiens à l'abri de l'impôt ont contribué à la forte demande d'actions étrangères.

Si l'activité a été négligeable en décembre en ce qui a trait aux obligations étrangères, les investisseurs canadiens ont néanmoins accru de 4,0 milliards de dollars leurs avoirs de ces valeurs en 2000, consacrant 90 % de ce montant à des obligations américaines. L'investissement de 2000 correspond à peu près à la moyenne observée depuis 1996.

Données stockées dans CANSIM: matrices 2328 à 2330, 2378 à 2380 et 4195.

Le numéro de décembre 2000 de la publication *Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières* (67-002-XIB, 14 \$ / 132 \$;

67-002-XPB, 18 \$ / 176 \$) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Donald Granger au (613) 951-1864, Division de la balance des paiements.

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

	Septembre 2000	Octobre 2000	Novembre 2000	Décembre 2000	1999	2000
	millions de \$					
Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes	551	13 076	-954	-21 621	5 290	18 846
Obligations (nettes)	-1 876	-374	792	-4 279	4 643	-17 481
Émissions en circulation	1 589	1 160	1 027	1 977	7 789	3 851
Nouvelles émissions	1 465	413	804	204	31 925	20 069
Remboursements	-4 797	-2 392	-1 558	-5 364	-35 151	-41 508
Changement aux intérêts à payer ¹	-133	445	518	-1 095	80	107
Effets du marché (nets)	-837	1 061	-149	1 487	-13 415	1 118
Gouvernement du Canada	-807	271	-804	830	-6 485	-1 134
Autres effets du marché monétaire	-31	790	655	658	-6 931	2 252
Actions (nettes)	3 265	12 388	-1 597	-18 829	14 063	35 209
Émissions en circulation (incluent les remboursements)	2 331	-1 802	-2 862	-19 445	6 036	-6 425
Nouvelles émissions	933	14 189	1 264	616	8 027	41 634
Investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères	-5 154	-3 603	1 493	-16 059	-22 898	-62 857
Obligations (nettes)	-1 751	-617	2 857	99	-2 362	-4 002
Actions (nettes)	-3 403	-2 986	-1 364	-16 158	-20 536	-58 855

¹ Les intérêts courus moins les intérêts payés.

Note: Un signe négatif (-) indique une sortie de capitaux du Canada, par exemple, un retrait de l'investissement étranger au Canada ou encore une augmentation de l'investissement canadien à l'étranger.



Recettes monétaires agricoles

2000

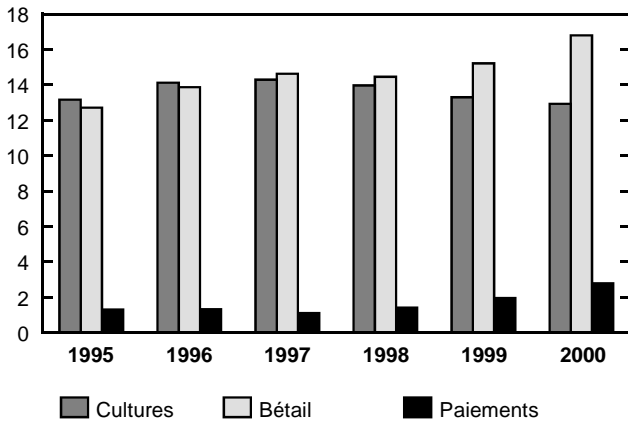
Les producteurs de cultures ont vu leurs recettes chuter pour une troisième année consécutive en 2000, atteignant leur niveau le plus bas en six ans. Toutefois, les recettes des éleveurs de bétail se sont accrues sous la poussée de l'augmentation des recettes porcines et, dans une moindre mesure, de celles des bovins et des veaux.

Les recettes des cultures sont passées à 12,9 milliards de dollars en 2000, en baisse de 2,7 % par rapport à 1999. Cette diminution a été provoquée par l'abondance des réserves mondiales, qui a entraîné des bas prix pour les principaux oléagineux et céréales. Les recettes des cultures ont été de 6,1 % inférieures à la moyenne quinquennale précédente (1995 à 1999).

À l'inverse, les recettes des éleveurs de bétail ont atteint un sommet de 16,8 milliards de dollars, en hausse de 10,4 % par rapport à 1999 et de 18,5 % comparativement à la moyenne quinquennale précédente.

Recettes monétaires agricoles

Milliards de \$



Dans l'ensemble, les agriculteurs ont reçu 32,5 milliards de dollars de la vente de produits agricoles et des paiements de programme en 2000, en hausse de 10,7 % comparativement à la moyenne quinquennale précédente.

Toutefois, ce total, qui a été en hausse de 6,7 % par rapport à 1999, ne révèle que la moitié de la situation. Les recettes monétaires constituent une mesure globale du revenu brut des exploitations agricoles. Elles ne tiennent pas compte des dépenses engagées par les agriculteurs. Le 28 mai, Statistique Canada publiera des estimations provisoires du revenu net pour 2000 qui tiendront compte des dépenses.

Note aux lecteurs

Statistique Canada ne fait pas de prévisions pour les recettes monétaires agricoles. Les données qui s'y rapportent sont fondées sur les données des enquêtes et les données administratives provenant de plusieurs sources.

Les **recettes monétaires agricoles** mesurent le revenu brut des entreprises agricoles en dollars courants. Elles comprennent les ventes de productions végétales et animales (sauf les ventes entre les exploitations agricoles d'une même province) et les paiements de programme. Les recettes sont comptabilisées lorsque l'argent est versé aux agriculteurs, avant déduction des dépenses.

Les **recettes différées** représentent les ventes de céréales et d'oléagineux livrés par les producteurs de l'Ouest, pour lesquelles les paiements ont été reportés jusqu'à l'année suivante. Étant donné que ces recettes sont fondées sur les livraisons effectuées, les paiements différés sont déduits des recettes monétaires agricoles de l'année civile en cours et inclus lorsqu'ils sont réalisés (voir «Réalisation des recettes différées» dans le tableau des recettes monétaires agricoles).

Les **paiements de programme** sont les paiements gouvernementaux liés à la production agricole courante et versés directement aux agriculteurs. Mentionnons à titre d'exemple les paiements du Compte de stabilisation du revenu net et de la Loi sur l'assurance-récolte, ceux des programmes provinciaux de stabilisation et ceux qui sont versés en vertu de la Loi sur la Commission canadienne du lait. La série des paiements de programme ne vise pas nécessairement à englober tous les paiements effectués aux agriculteurs ni ne représente la totalité des dépenses des gouvernements se rapportant à tous les programmes d'aide.

En vertu du **Programme d'ajustement Canada-Manitoba** et du **Programme d'ajustement Canada-Saskatchewan**, des paiements ont été versés aux producteurs de céréales, d'oléagineux et de cultures spéciales qui sont en fin de processus d'ajustement à l'élimination des subventions au transport en période de bas prix des produits agricoles. Le coût de ces paiements uniques est partagé entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux du Manitoba et de la Saskatchewan.

Le **Programme d'aide au revenu agricole de l'Alberta** a été conçu pour faire face au coût élevé de transport des grains en période de bas prix des produits agricoles, ainsi qu'à la hausse des coûts de production et aux mauvaises conditions climatiques. Il est toutefois financé uniquement par le gouvernement de l'Alberta.

Le programme d'**Aide en cas de catastrophe liée au revenu agricole** prend la forme de paiements aux agriculteurs admissibles et de crédits aux administrations provinciales pour les programmes destinés à venir en aide aux agriculteurs. Les recettes monétaires agricoles comprennent seulement les montants versés directement aux agriculteurs.

Le **Compte de stabilisation du revenu net** est formé de deux fonds. Le premier contient les dépôts des producteurs, tandis que le deuxième regroupe les contributions gouvernementales de contrepartie ainsi que tous les intérêts accumulés des deux fonds. Seuls les retraits des producteurs du deuxième fonds sont considérés comme des paiements dans les recettes monétaires agricoles.

En outre, les recettes monétaires peuvent varier considérablement d'une exploitation agricole à l'autre en raison de plusieurs facteurs, dont les produits, les

prix et les conditions climatiques. C'est particulièrement le cas lorsqu'un secteur donné de l'industrie continue d'être touché par la faiblesse des prix, par exemple le secteur des cultures au pays.

Les paiements de programme ont augmenté de 42,3 % pour atteindre 2,8 milliards de dollars. Il s'agit du niveau le plus élevé depuis 1993 et près du double de la moyenne quinquennale précédente. Les trois quarts environ de cette progression peuvent être attribuables aux paiements uniques que les agriculteurs des provinces des Prairies ont reçus pour s'adapter à l'élimination des subventions au transport en période de bas prix.

Les recettes monétaires se sont accrues dans toutes les provinces sauf à l'Île-du-Prince-Édouard, à Terre-Neuve et au Nouveau-Brunswick. L'Île-du-Prince-Édouard a enregistré le plus fort pourcentage de diminution, soit un recul de 7,4 % par rapport au sommet atteint en 1999. Dans cette province, les hausses dans le secteur du bétail n'ont pas été suffisantes pour compenser les reculs observés dans le secteur des cultures et dans les paiements de programme. La majeure partie de la baisse de 15,7 % des recettes des cultures était attribuable aux pommes de terre, les recettes tirées des pommes de terre de consommation ayant reculé en 2000, résultat d'une diminution des ventes et d'une baisse des prix.

En Alberta, les recettes monétaires ont progressé de 12,6 % pour atteindre 7,3 milliards de dollars. Il s'agit du plus fort taux de croissance au Canada. La montée des prix des bovins et le rebondissement du marché porcin, qui ont contribué à la poussée des recettes provenant du bétail, conjugués au triplement des paiements de programme, ont largement compensé le recul des recettes des cultures.

La faiblesse des prix des céréales et des oléagineux a continué de faire baisser les recettes des cultures

En raison de la faiblesse des prix des principaux oléagineux et céréales, les producteurs ont différé en 2000 moins de recettes pour les cultures vendues en 1999. Les réalisations des recettes différées pour les céréales et les oléagineux ont fléchi de 33,0 % pour se situer à 630 millions de dollars; il s'agit de leur plus bas niveau depuis 1994. Elles ont été les principaux facteurs de la diminution des recettes des cultures pour 2000.

Les prix des céréales et des oléagineux en 2000 ont tous été inférieurs à leur moyenne tout au long des années 1990, faisant ainsi fléchir les recettes des cultures. Les recettes monétaires ont connu un recul dans le cas du canola, du blé total et du maïs.

Malgré une récolte record de canola en 1999, qui a donné lieu à une augmentation de 8,8 % des livraisons en 2000, les recettes ont baissé de 11,0 % pour se chiffrer à 1,6 milliard de dollars, conséquence de pressions continues sur les prix du fait de l'abondance des réserves mondiales d'huiles comestibles. Le prix moyen touché par les producteurs de canola en 2000 était le plus bas depuis 1987.

Les ventes de blé, à l'exception du blé dur, ont monté de 10,2 % en 2000, surtout en raison de l'abondance de la récolte de 1999. Cependant, les prix ont fléchi de 5,8 % et les paiements de la Commission canadienne du blé ont reculé de 20,2 %. Au total, les recettes du blé (à l'exception du blé dur) ont diminué de 2,3 % pour se chiffrer à 2,4 milliards de dollars, se situant à 19,5 % au-dessous de la moyenne quinquennale. Les recettes pour le blé dur ont été de 647 millions de dollars, en baisse de 12,2 %, en raison de la réduction des livraisons et de la diminution des paiements de la Commission canadienne du blé.

Les producteurs de maïs ont vu leurs recettes tomber de 11,6 % pour se chiffrer à 657 millions de dollars, conséquence d'un repli des prix et des ventes. Les livraisons ont diminué malgré une production record de 9,2 millions de tonnes en 1999.

Après avoir atteint un montant record de 721 millions de dollars en 1999, les recettes des pommes de terre ont fléchi de 7,1 % en 2000, résultat d'un recul des prix et des ventes. Néanmoins, les recettes des pommes de terre se situaient à 15,6 % au-dessus de leur moyenne quinquennale.

À l'opposé, les producteurs d'orge et de soya ont eu des recettes plus élevées en 2000 comparativement à 1999. Les recettes de l'orge ont crû de 12,0 % pour atteindre 569 millions de dollars, tandis que celles du soya ont augmenté de 6,5 % pour se chiffrer à 656 millions de dollars. Les deux hausses étaient attribuables à un accroissement des livraisons, tandis que les prix sont demeurés pour ainsi dire inchangés. L'accroissement de la production de bétail en Amérique du Nord, un marché qui utilise à la fois l'orge et le soya pour l'alimentation des animaux, a fait gonfler les livraisons. Néanmoins, les recettes des deux produits étaient en deçà de leur moyenne quinquennale précédente respective.

Le rebondissement des prix des porcs a propulsé les recettes du bétail

Les recettes porcines ont augmenté de près de 40 % en 2000, à la faveur d'un rebondissement soutenu des prix depuis les creux enregistrés en décembre 1998. Une hausse de 33,6 % des prix des

porcs, conjuguée à une augmentation de 4,7 % des ventes de porcs d'abattage, a contribué à propulser les recettes porcines totales à un montant record de 3,4 milliards de dollars. L'accroissement de la production porcine depuis 1993 a permis de tirer parti de la croissance de la capacité de transformation au pays et des ventes.

Les recettes des bovins et des veaux ont atteint un montant record de 6,6 milliards de dollars, en hausse de 6,2 % par rapport à 1999. Ce total était de 24,0 % supérieur à la moyenne quinquennale précédente. La production de boeuf s'est accrue graduellement depuis 1993 dans l'Ouest canadien, sous la poussée d'une forte demande, de la baisse des prix des aliments pour animaux et de l'accès aux grandes usines d'abattage, qui ont un bon rapport coût-efficacité. Toutefois, en 2000, la production de boeuf a légèrement fléchi, car les producteurs ont conservé plus de génisses pour l'élevage. La demande de boeuf est demeurée forte, ce qui a maintenu les prix à un niveau élevé. Une hausse de 8,3 % des prix des bovins et des veaux a beaucoup contribué à la croissance des recettes.

Les recettes dans les secteurs assujettis à la gestion de l'offre ont crû en 2000. Les recettes tirées du lait et de la crème ont monté de 2,6 %, dépassant les 4,0 milliards de dollars en 2000. Les recettes du secteur laitier ont augmenté de 4,5 % au Québec et de 3,2 % en Ontario, les deux principales provinces productrices de lait et de crème au Canada.

Les recettes tirées de la volaille ont crû de 3,7 % pour atteindre 1,6 milliard de dollars en 2000. L'augmentation des ventes de poulets (+3,5 %) et de dindons (+9,6 %) a été le principal facteur à l'origine de la progression, car les prix sont demeurés stables. En outre, des hausses de la production et des prix des oeufs ont contribué à faire monter de 7,7 % les recettes totales pour les oeufs, qui sont passées à 534 millions de dollars, ce qui est près de leur moyenne quinquennale.

Les paiements de programme atteignent leur plus haut niveau en sept ans

Les paiements de programme ont atteint 2,8 milliards de dollars en 2000, en hausse de 42,3 % par rapport à 1999 et près du double de la moyenne quinquennale précédente. La majeure partie de cette augmentation est attribuable aux 669 millions de dollars versés en vertu du Programme d'aide au revenu agricole de l'Alberta, du Programme d'ajustement Canada-Manitoba et du Programme d'ajustement Canada-Saskatchewan. Ces programmes à paiement unique visaient à aider les agriculteurs à s'adapter à l'élimination des subventions au transport en période de bas prix.

Les paiements d'assurance-récolte ont presque doublé et ont atteint 593 millions de dollars. Cette augmentation est attribuable à la fois aux mauvaises conditions de croissance et à la hausse des superficies et de la valeur des cultures assurées.

Les paiements en vertu du programme d'Aide en cas de catastrophe liée au revenu agricole (ACRA) et des programmes provinciaux connexes ont atteint 426 millions de dollars, en hausse de 24,9 % comparativement à 1999. Les changements au programme ACRA qui ont été mis en oeuvre en 1999 ont contribué à cette augmentation.

Les agriculteurs ont retiré 456 millions de dollars de la partie gouvernementale du Compte de stabilisation du revenu net, soit 2,5 % de plus qu'en 1999.

Données stockées dans CANSIM: matrices 3582 à 3592.

Le numéro de janvier à décembre 2000 de *Recettes monétaires agricoles* (21-001-XIB, 15 \$ / 48 \$) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Marco Morin au (613) 951-2074 (marco.morin@statcan.ca), Division de l'agriculture.

□

Recettes monétaires agricoles

	1999	2000 ^P	1999 à 2000	Octobre à décembre 1999	Octobre à décembre 2000 ^P	Oct.-déc. 1999 à oct.-déc. 2000
	millions de \$		var. en %	millions de \$		var. en %
Canada	30 462	32 513	6,7	8 252	8 549	3,6
Tout blé ¹	3 209	3 062	-4,6	688	587	-14,7
Blé, sauf le blé dur ¹	2 472	2 416	-2,3	562	434	-22,8
Blé dur ¹	737	647	-12,2	126	153	21,4
Orge ¹	508	569	12,0	128	141	10,2
Recettes différées	-584	-571	-2,2	-279	-288	3,2
Réalisation des recettes différées	940	630	-33,0	21	27	28,6
Canola	1 771	1 576	-11,0	526	424	-19,4
Soya	616	656	6,5	208	243	16,8
Mais	743	657	-11,6	229	180	-21,4
Autres céréales et oléagineux	339	392	15,6	103	133	29,1
Cultures spéciales	724	759	4,8	328	338	3,0
Autres cultures	5 026	5 196	3,4	1 426	1 470	3,1
Total, cultures	13 292	12 927	-2,7	3 379	3 256	-3,6
Bovins et veaux	6 214	6 598	6,2	1 791	1 804	0,7
Porcs	2 429	3 392	39,6	676	834	23,4
Produits laitiers	3 919	4 022	2,6	996	1 023	2,7
Volaille et oeufs	2 086	2 184	4,7	528	550	4,2
Autre bétail	558	596	6,8	162	167	3,1
Total, bétail	15 206	16 792	10,4	4 153	4 378	5,4
Compte de stabilisation du revenu net	445	456	2,5	108	120	11,1
Paiements d'assurance-récolte	308	593	92,5	144	368	155,6
Programmes d'aide en cas de désastre lié au revenu agricole	341	426	24,9	129	157	21,7
Programme provincial de stabilisation	557	418	-25,0	217	18	-91,7
Subventions aux produits laitiers	104	73	-29,8	23	16	-30,4
Autres programmes	209	829	296,7	99	238	140,4
Total, paiements	1 964	2 795	42,3	720	916	27,2

^r Données révisées.

^P Données provisoires.

¹ Inclut les paiements de la Commission canadienne du blé.

Note: Les chiffres ayant été arrondis, la somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Recettes monétaires agricoles provinciales

	1999	2000 ^P	1999 à 2000	Octobre à décembre 1999	Octobre à décembre 2000 ^P	Oct.-déc. 1999 à oct.-déc. 2000
	millions de \$		var. en %	millions de \$		var. en %
Canada	30 462	32 513	6,7	8 252	8 549	3,6
Terre-Neuve	78	73	-6,4	20	18	-10,0
Île-du-Prince-Édouard	352	326	-7,4	87	75	-13,8
Nouvelle-Écosse	393	414	5,3	118	119	0,8
Nouveau-Brunswick	372	366	-1,6	101	96	-5,0
Québec	5 137	5 423	5,6	1 442	1 344	-6,8
Ontario	7 242	7 579	4,7	2 049	2 116	3,3
Manitoba	2 972	3 137	5,6	790	852	7,8
Saskatchewan	5 458	5 781	5,9	1 424	1 477	3,7
Alberta	6 515	7 337	12,6	1 668	1 891	13,4
Colombie-Britannique	1 942	2 077	7,0	554	562	1,4

^r Données révisées.

^P Données provisoires.

Note: Les chiffres ayant été arrondis, la somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Acier en formes primaires

Semaine se terminant le 10 février 2001 (données provisoires)

La production d'acier en formes primaires pour la semaine se terminant le 10 février a atteint 267 626 tonnes métriques, en hausse de 3,2 % par rapport aux 259 335 tonnes de la semaine précédente, mais en baisse de 14,2 % par rapport aux 311 996 tonnes de la semaine correspondante de 2000. Le total cumulatif au 10 février est de 1 564 040 tonnes, en diminution de 17,8 % comparativement aux 1 903 872 tonnes produites au cours de la même période en 2000.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Jean-Marie Houle au (613) 951-4925 (houlejm@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Profil géographique de la production de fumier

1996

La publication spéciale de Statistique Canada, *Profil géographique de la production de fumier*, qui est maintenant disponible, présente cinq cartes et graphiques annotés décrivant la répartition géographique de la production de fumier au Canada, selon le bassin hydrographique.

Pour cette analyse, les données du Recensement de l'agriculture de 1996 sur le cheptel, ainsi que les coefficients de production de fumier d'animaux d'élevage de l'American Society of Agricultural

Engineers, ont été utilisés pour estimer les quantités de fumier produites. L'étude trace le profil de la répartition géographique de la production de fumier et des éléments nutritifs associés. L'estimation des bactéries trouvées dans le fumier d'animaux d'élevage est également cartographiée.

En 1996, le cheptel canadien a produit, selon les estimations, 132 milliards de kilogrammes de fumier, dont 52 % venait des bovins de boucherie, 19 %, des vaches laitières, 16 %, des porcs, 7 %, des veaux, 3 %, de la volaille, 3 %, des chevaux et moins de 1 %, des moutons.

Il y a cinq grands foyers géographiques où la production de fumier était particulièrement concentrée, à au moins 2,5 fois la moyenne nationale. Ces cinq grands foyers étaient situés dans le centre et le sud de l'Alberta, le sud du Manitoba, le sud de l'Ontario, le sud-est du Québec et l'Île-du-Prince-Édouard. Il y a également deux secteurs plus petits affichant ces niveaux de production élevés: le secteur ouest du Fraser dans le Sud de la Colombie-Britannique et un bassin près de Wolfville et de Kentville (Nouvelle-Écosse).

La publication *Profil géographique de la production de fumier* (16F0025XIB, gratuite) est maintenant accessible dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca), sous *Produits et services*, puis *Publications gratuites*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Nancy Hofmann, Doug Trant ou François Soulard au (613) 951-0297 (environ@statcan.ca), Division des comptes et de la statistique de l'environnement. Télécopieur: (613) 951-0634. ■

NOUVEAUX PRODUITS

L'Observateur économique canadien, février 2001
Numéro au catalogue: **11-010-XPB** (23\$/227\$).

Profil géographique de la production de fumier, 1996
Numéro au catalogue: **16F0025XIB**
(Gratuit).

Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, décembre 2000
Numéro au catalogue: **31-001-XIB** (15\$/147\$).

Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, décembre 2000
Numéro au catalogue: **31-001-XPB** (20\$/196\$).

Produits pétroliers raffinés, octobre 2000
Numéro au catalogue: **45-004-XIB** (16\$/155\$).

Produits pétroliers raffinés, octobre 2000
Numéro au catalogue: **45-004-XPB** (21\$/206\$).

Commerce de gros, décembre 2000
Numéro au catalogue: **63-008-XIB** (14\$/140\$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF, la version micro-fiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB, la version électronique sur disquette et -XCB, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.


Au Canada et aux États-Unis, composez:	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez:	1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	1 800 700-1033

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca), sous les rubriques *Produits et services*, *Publications téléchargeables*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001F *Quotidien* 11 (210) (50) (00000001)



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 8 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la pénurie associée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recouru. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements au travail par semaine en transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'égard de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été considérablement inférieure à celle de l'année précédente.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Enquête sur les anticipations à court terme 10
- Aléas en termes personnels, septembre/novembre 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, belajul@statcan.ca

Chef de la Diffusion officielle: Madeleine Simard (613) 951-1088, simamad@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2001. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.